

Les 1^{res} Rencontres VRM

Café des sciences 3 : Qu'est-ce qu'une ville peut faire pour rallier les intérêts des acteurs face aux grands projets?

29 octobre 2009

École d'architecture de l'Université Laval et Musée de la civilisation

Québec

Propos recueillis par Marie-Ève Larfortune

Animatrice :

Laurence Bherer, professeure, Université de Montréal

Invités :

Sandra Breux, professeure, Université de Montréal

Pierre Gauthier, professeur, Université Concordia

Denis Jean, Division de l'urbanisme, Ville de Québec

Nik Luka, professeur, Université McGill

« À l'heure de la mondialisation, plusieurs villes cherchent à augmenter leur compétitivité et à soutenir leur économie par la réalisation de grands projets. Or, qu'il s'agisse d'un prolongement de métro ou d'une nouvelle piste cyclable, d'un développement industriel, commercial ou résidentiel d'envergure, de l'aménagement d'un espace public ou de l'accueil d'un événement international, les grands projets sont souvent sources de frictions, voire de conflits, entre les différents acteurs des villes. Certains, par exemple, y voient une occasion de retombées économiques ou de revitalisation urbaine; d'autres craignent les dépassements de coûts ou les impacts négatifs sur le milieu et la qualité de vie. Concilier ces réactions et appréhensions est complexe car la planification et la mise en œuvre de grands projets posent plusieurs enjeux en matière d'aménagement du territoire, de développement économique, d'exercice du pouvoir et d'implication des citoyens. Comment faire pour rallier les intérêts des acteurs face aux grands projets? Comment s'opère la prise de décision? Qu'est-ce qui la différencie de celle qui prenait place dans les années 1960 et 1970? Les modes de consultation traditionnels sont-ils toujours adaptés? Quelle influence chacun des acteurs, notamment les promoteurs, les groupes de pression, les citoyens et les élus, exerce-t-il dans ce type de projet? Comment concilier intérêts et priorités dans le respect des individus et du bien collectif? »

Sandra Breux, professeure, Université de Montréal

Sandra Breux débute ce 2^e Café des Sciences avec la présentation des résultats de sa recherche portant sur la représentation des citoyens par rapport au projet Griffintown. La chercheuse a employé une méthode intéressante, comprenant deux volets : (1) l'interrogation des citoyens sur ce qu'ils pensent du projet et (2) le recours aux cartes mentales. Pour ce second volet, la chercheuse a demandé aux citoyens de dessiner deux cartes : une première représentant le quartier avant le projet et une seconde représentant le quartier après le projet. Les résultats du premier volet de la recherche illustrent, entre autres, que bien que la majorité des citoyens affirment connaître le projet, en réalité, le tiers d'entre eux le confondent avec d'autres projets. De plus, la chercheuse a constaté que les citoyens (tant ceux du quartier que les autres) avaient une méconnaissance du territoire. En ce qui concerne les cartes mentales, on remarque que celles représentant le quartier avant le projet font toujours apparaître la nécessité d'une revitalisation. Résultat surprenant, les cartes représentant le devenir du quartier montrent toutes des espaces verts, alors que le projet réel n'en prévoit pas. On peut donc penser que les gens sont influencés par la représentation véhiculée par le promoteur, plutôt que par le véritable projet tel qu'il est planifié. Finalement, la chercheuse affirme que, de

façon générale, les représentations portées par les citoyens en ce qui concerne le territoire en devenir associent un « idéal » à quelques bribes d'informations entendues ici et là.

Pierre Gauthier, professeur, Université Concordia

La seconde présentation de ce Café des Sciences porte sur le contexte et l'utilité d'une recherche effectuée dans le cadre d'une Alliance de recherche universités-communautés (ARUC), un type de projet financé par le CRSH. En prenant le cas de la recherche « Mégaprojets au service des communautés », qui porte sur l'implantation du nouveau campus Glen du Centre universitaire de santé McGill (CUSM), Pierre Gauthier illustre comment l'Université peut jouer un rôle dans le cadre d'une prise de décision. Il présente, en premier lieu, le contexte de mise en place de l'ARUC. Suite à un premier dialogue engagé entre des groupes communautaires et le CUSM concernant les impacts du projet de redéploiement du centre de santé, une Table de concertation interquartiers a été créée et en 2005, une demande de subvention au CRSH pour la création de l'ARUC a été préparée conjointement. Pierre Gauthier nous présente ensuite les objectifs et les avantages de ce type de recherche en partenariat¹. Entre autres, l'ARUC a pour avantages de permettre la co-construction de connaissances, ainsi que de créer des boucles de rétroaction. Enfin, selon le chercheur, l'ARUC constitue un cadre de recherche très porteur pour étudier les grands projets.

Nik Luca, professeur, Université McGill

La présentation de Nik Luca s'inscrit en continuité avec celle de Pierre Gauthier. Luca nous présente plus spécifiquement l'objet de la recherche « Mégaprojets au service des communautés » et sa pertinence. L'objectif de ce projet est de comprendre comment on peut transformer un grand projet annoncé afin qu'il puisse également servir à améliorer la qualité de vie du quartier où il s'insère. Les grands projets ont pour caractéristiques d'être lents, souvent opportunistes et susceptibles de changer. En même temps, ils sont nécessaires et nombreux au Québec actuellement, ce qui en fait des objets d'études pertinents. Le chercheur souligne l'importance d'impliquer les citoyens afin d'améliorer le processus. La ville doit encourager et faciliter l'implication et la participation des citoyens (par exemple, en utilisant le web pour faciliter la participation) et apprendre à faire les projets autrement. Pour leur part, les citoyens doivent mettre de la pression afin d'aider les gouvernements à faire autrement.

Denis Jean, Division de l'urbanisme, Ville de Québec

La dernière communication de ce Café des Sciences est consacrée à la présentation de trois différentes expériences de consultations publiques ayant pris place dans la ville de Québec. À travers le récit de ces expériences de consultations, Denis Jean présente les difficultés spécifiques à chacune, ainsi que leurs impacts sur les projets visés. La première expérience de consultations portait sur l'élaboration du plan directeur de la ville. Celui-ci a été élaboré en trois ans et des consultations ont été tenues en amont. Le conférencier souligne la difficulté de rencontrer toutes les échelles, de toucher à toutes les préoccupations, ainsi que de demander aux gens de se projeter dans 20 ans. Les consultations ont pris différentes formes, dont la tenue d'un forum d'une journée auquel 350 personnes ont participé, ainsi que la tenue de huit consultations dans les conseils d'arrondissements. Au total, environ 1000 personnes ont participé aux consultations concernant le plan directeur. Quant à lui, l'exercice de consultation publique dans le cadre du projet des grands ensembles de Sillery n'a pas abouti aux résultats escomptés. Il s'est développé une polarisation des opinions contre le projet,

¹ Pour plus de détails : http://www.sshrc.ca/site/apply-demande/program_descriptions-descriptions_de_programmes/cura-aruc-fra.aspx#a3

ce qui a entraîné un blocage. La ville de Québec est actuellement confrontée à un problème avec les terrains où devait avoir lieu le projet; la population n'accepte pas qu'on y fasse de nouvelles constructions. Enfin, le troisième exercice de consultation que nous présente Denis Jean a connu lui aussi des difficultés. Alors que l'élaboration et la bonification du projet avaient été faites de concert avec le conseil de quartier et que les citoyens étaient d'accord avec le projet, certains citoyens ont annoncé qu'ils demanderaient la tenue d'un référendum. Finalement, le conseil de ville a tout de même adopté le projet.

Discussions

Ce deuxième Café des Sciences a suscité plusieurs commentaires et questions. Notamment, les participants ont souligné le caractère hautement spécialisé de l'urbanisme, qui rend complexe non seulement la participation des citoyens, mais également le travail des élus, qui ne sont pas nécessairement des spécialistes du domaine et qui doivent se prononcer sur tout. Selon certains, les villes doivent entretenir des canaux de communication avec les citoyens qui s'impliquent et accompagner les participants aux consultations publiques. Les citoyens doivent recevoir suffisamment d'informations et on doit leur donner les moyens de participer adéquatement. De plus, certains participants croient que les citoyens devraient être consultés sur les concepts généraux relatifs aux projets, non pas sur les détails techniques. Cependant, on souligne que les citoyens possèdent tout de même une idée très claire de leur compétence et qu'ils ne veulent pas nécessairement intervenir sur tout. Un autre participant nuance également en indiquant qu'il ne faut pas sous-estimer la capacité des citoyens à conceptualiser et à comprendre les enjeux réels.

Outre la complexité, un second thème est principalement ressorti des discussions suivant ce Café des Sciences. Plusieurs se sont questionnés et ont émis des commentaires sur la durée des consultations publiques. On se demande, notamment, s'il existe une sorte de seuil temporel à ne pas dépasser afin de garder l'intérêt des citoyens pour la consultation. Selon un participant, après un an et demi, il y a le risque que la consultation perde de sa crédibilité et qu'il y ait moins de participants. On souligne que non seulement il est important que des citoyens participent, mais qu'il faut que ce soit les mêmes qui restent pour toute la durée de la consultation, afin d'optimiser la construction du savoir que permet cet exercice. Finalement, les discussions se terminent sur l'affirmation que la participation publique en urbanisme est un processus qui n'a pas encore atteint sa pleine maturité et qui continuera d'évoluer.

Propos recueillis et mis en forme par Marie-Ève Lafortune

Le 3 novembre 2009